

**Yves ALBARELLO**

*Seine-et-Marne (7<sup>ème</sup> circonscription)  
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 578) [9 janvier 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi (n° 1005) [11 juin 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

**DÉPÔTS**

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (n° 578) [15 janvier 2008] (n° 599)

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi (n° 1005) [16 juillet 2008] (n° 1055)

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Transports aériens. Aéroports. Communautés aéroportuaires, Paris-Charles de Gaulle [7 novembre 2007] (p. 3784)

Transports urbains. RER. Ligne B, fonctionnement [16 avril 2008] (p. 1642)

*DÉBATS***Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 404)

*Thèmes :*

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 404 et s.)

Chômage : indemnisation : UNEDIC (p. 404 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 404 et s.)

Emploi : Conseil national de l'emploi (p. 404)

Secteur public : services publics : emploi (p. 404 et s.)

Sécurité sociale : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) (p. 404)

**Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)**

*Article 2 (création d'une nouvelle institution issue de la fusion de l'ANPE et du réseau opérationnel de l'assurance chômage)*

Son intervention (p. 483)

*Article 5 (instance provisoire de préfiguration)*

Ses interventions (p. 522 et s.)

*Article 6 (mesures transitoires en matière de statuts des personnels)*

Ses interventions (p. 527 et s.)

Son sous-amendement n° 294 à l'ad. n° 42 de la commission (p. 527) : adopté (p. 529)

## EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [31 janvier 2008] (p. 670)**

Son intervention (p. 674)

*Thèmes :*

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 675)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 675)

Emploi : chômage (p. 675)

Secteur public : services publics : emploi (p. 675 et s.)

**Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1569, 1601)**

Son intervention (p. 1603)

*Thèmes :*

Syndicats : représentativité (p. 1604)

Travail : accords interprofessionnels (p. 1603 et s.)

Travail : contrat nouvelle embauche (CNE) (p. 1603 et s.)

Travail : contrats à durée déterminée (p. 1604)

Travail : contrats de travail (p. 1603 et s.)

**Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)**

Son intervention (p. 1793)

*Thèmes :*

Archives et bibliothèques : archives : histoire (p. 1793)

Archives et bibliothèques : communication des archives : atteintes à la vie privée (p. 1794)

Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1794)

Archives et bibliothèques : communication des archives : généalogie (p. 1794)

Archives et bibliothèques : communication des archives : recensements (p. 1794)

Coopération intercommunale : archives (p. 1794)

Etat civil : actes : délais (p. 1794)

Grandes écoles : Ecole nationale des chartes (p. 1793)

**Projet de loi n° 1005 relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi**

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [16 juillet 2008] (p. 4689) ; [17 juillet 2008] (p. 4727)**

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4694)

*Thèmes :*

Chômage : indemnisation : fraude (p. 4695)

Chômage : indemnisation : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) (p. 4694)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 4694 et s.)

Emploi : chômage (p. 4694 et s.)

Emploi : réinsertion professionnelle (p. 4694 et s.)

**Discussion des articles [17 juillet 2008] (p. 4739, 4759, 4796)**

*Article 1er (définition du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi)*

Ses interventions (p. 4771 et s., 4783)

*Article 2 (conséquences du refus de deux offres raisonnables d'emploi ou de l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi)*

Son intervention (p. 4818)

*Après l'article 2*

Intervient sur l'adt n° 1554 rectifié de la commission des affaires économiques (radiation de la liste des demandeurs d'emploi en cas de fausse déclaration) (p. 4823)

Intervient sur l'adt n° 1555 de la commission des affaires économiques (augmentation du montant des sanctions pénales en cas de fraude) (p. 4823)